Source : COIFFURE DE PARIS juin 2014, n°1203

COMPLÉMENT DE SALAIRE EN CAS D'ARRÊT DE TRAVAIL

Quand le salarié y a-t-il droit ?

Dans quels cas le salarié du salon a-t-il droit, en cas d'arrêt de travail, à l'indemnité complémentaire de celles de la Sécurité sociale, versée par l'employeur.

En cas de maladie ou d'accident, le salarié du salon de coiffure qui bénéficie d'un arrêt de travail perçoit des indemnités journalières de la Sécurité sociale. À ces indemnités, peut s'ajouter un complément de salaire versé par l'employeur, si le salarié justifie d'une certaine ancienneté au sein du salon, en pratique au minimum une année d'ancienneté. L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnité complémentaire s'apprécie au premier jour de l'absence. Pour que l'indemnité complémentaire soit due, un certain nombre de conditions doivent être réunies. Le salarié malade a pour obligation d'informer son employeur par l'envoi d'un arrêt maladie dans les 48 heures, afin que son absence ne soit pas considérée comme une absence injustifiée. L'arrêt de travail doit être pris en charge par la Sécurité sociale. Et les soins doivent avoir lieu sur le territoire français ou dans l'un des autres États membres de la Communauté ou dans l'un des autres États partie à l'accord sur l'espace économique européen.

L'ancienneté minimale d'un an requise donne droit à une indemnisation complémentaire à hauteur de 90 % de la

rémunération brute que le salarié aurait perçue, s'il avait continué de travailler pendant les 30 premiers jours de l'arrêt de travail et correspondant aux deux tiers de cette même rémunération les 30 jours suivants. Ces durées d'indemnisation sont augmentées de 10 jours par période entière de 5 ans d'ancienneté, en plus de la durée d'une année requise pour pouvoir prétendre à cette indemnisation complémentaire, sans que chacune d'elles puisse dépasser 90 jours. Les indemnités versées par la Sécurité sociale et par les régimes de prévoyance doivent être déduites de ces rémunérations complémentaires.

Les textes prévoient, en outre, un délai de carence de sept jours pour un arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident de trajet. L'indemnisation complémentaire n'intervient donc qu'à compter du huitième jour. La convention collective de la coiffure ne prévoit pas de disposition plus favorable que la loi. En revanche, dans le cas d'un arrêt de travail consécutif à un accident de travail ou à une maladie professionnelle, le point de départ de l'indemnisation est fixé au premier jour d'absence.

Frédérique PERROTIN